

Réinventer l'apprentissage et les rites de passage

Accès à l'économie urbaine en Afrique sub-saharienne

La plupart des sociétés d'Afrique sub-saharienne ont développé de bons systèmes d'initiation des jeunes aux différents aspects de la vie d'adulte. Ceci se manifeste par l'existence d'organisations par groupes d'âge, par des initiations aux rites de passages et par l'apprentissage des caractéristiques du commerce.

Les pratiques traditionnelles d'apprentissage et d'initiation restent très présentes dans les communautés rurales, mais sont moins évidentes dans les périphéries urbaines chez ceux que la faim, le chômage, ou simplement le désir d'une vie meilleure ont poussé à s'y installer. Cependant, de nombreux liens entre les deux demeurent et les associations regroupant des migrants originaires d'un même village existent.

Une génération abandonnée à elle-même

En général cependant, depuis l'indépendance, l'exode rural a contribué à considérablement réduire la pertinence et la force de ces coutumes d'apprentissage. L'exemple le plus extrême de la dissolution de la « garantie » sociale de ces rites de passages semble être celui de la situation des enfants des rues. Ces jeunes enfants sans instruction, occupation et souvent résidence fixe, qui hantent les routes et chemins d'Afrique.

Les organisations des Nations Unies et les nombreuses ONG qui

s'occupent du problème, considèrent ces enfants comme une sous-catégorie de l'ensemble : "enfants travailleurs", pour définir ces jeunes en dessous de l'âge légal où celui de la maturité sociale dans le cadre de leur culture, qui travaillent dans des conditions contraires à leur croissance et à leur développement. Il est vrai toutefois que la plupart des enfants des sociétés en développement travaillent ou travailleront. La question est moins la prohibition de toute forme de travail des enfants que d'assurer qu'ils ne sont pas forcés à effectuer des travaux inappropriés et nuisibles à cause des nécessités de survie, et qu'ils possèdent les opportunités requises pour une bonne transition vers l'âge adulte.

Mais le destin des enfants des rues met en exergue un aspect important de la situation existante dans les périphéries urbaines qui est plus que d'ordre économique, même si elle reste bien enracinée dans un contexte

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aftdr/ik/default.htm>

de dépravation en termes de ressources. En effet, c'est le manque de possibilités offertes par la société aux enfants déplacés, afin qu'ils puissent développer une identité adulte qui semble être le problème essentiel. Ici, des répliques exactes des associations traditionnelles ne peuvent fonctionner. Comme le dit un proverbe hausa : « In rawa ta sake, ki'di ita ma sai ta sake » : Lorsque les battements de tambour changent, le pas doit changer aussi. Ainsi, quels sont les nouveaux battements qui ont un sens en termes de capital et rythmes culturels, auxquels les nouvelles conditions posent un défi ? Trois exemples d'Afrique et un des Caraïbes offrent quelques solutions.

***Contenir l'afflux des enfants des rues:
la société Undungu du Kenya***

La société Undungu a été établie grâce aux efforts d'un prêtre hollandais qui s'est installé à Nairobi pour travailler avec les jeunes en zone urbaine, après 17 ans d'expérience passés en Tanzanie rurale. Peu de jeunes s'intéressaient aux programmes parrainés par l'église. Le prêtre constata que les rues de la capitale kenyanne étaient inondées de jeunes qui essayaient de gagner quelques sous en lavant ou en gardant des véhicules en centre-ville. Dès 1973, il entrepris de passer beaucoup de temps dans les rues en essayant de développer des rapports avec ces jeunes, et parlant avec eux de leur vie quotidienne et de leurs aspirations. Il découvrit que bon nombre d'entre eux étaient des jeunes qui avaient abandonné l'école parce que leurs parents ne pouvaient pas payer les frais de scolarité ou acheter l'uniforme et le matériel scolaires. La plupart répondaient aux questions posées sur leur situation par, entre autre : « nayaka kusoma », qui signifie je veux une éducation, en kiswahili.

Pour ces raisons le prêtre décida qu'initialement les efforts pour aider les enfants des rues devaient se concentrer sur leur retour à l'école, et ils s'appliqua à trouver les fonds pour payer les frais de scolarité et le matériel scolaire. Il découvrit rapidement cependant que les directeurs d'école ne pouvaient — ou ne voulaient — pas reprendre ces enfants. Ils pensaient que les mêmes raisons qui avaient poussé ces enfants à quitter l'école pouvaient très bien se représenter, ou qu'ils avaient trop changé lors de leur séjour dans les rues pour pouvoir se conformer aux exigences de la vie scolaire.

Un processus d'apprentissage

Ce premier renversement de situation a été suivi par une série de départs, d'initiatives ayant échoué et d'expériences d'apprentissage qui ont conduit la société Undungu à développer progressivement une approche qui, finalement, fut couronnée de succès. Cette approche était constituée de quatre phases distinctes. La première comprenait un réseau « d'écoles informelles » situées dans des bidonvilles dans et autour de Nairobi. Ces écoles ciblaient les enfants âgés de 15 à 16 ans qui n'avaient pu entrer ou rester dans les écoles primaires et qui ainsi risquaient de devenir des enfants des rues, ou des enfants travailleurs, si ce n'était pas déjà le cas. Le programme était conçu pour durer trois ans; pour fournir aux participants une alphabétisation de base, des aptitudes à la survivance, plus un sens plus élevé de leur propre valeur, et permettre à ceux qui le souhaitaient de retourner à l'école pour obtenir une éducation formelle, ou acquérir une formation professionnelle.

Cette initiation à l'éducation formelle ou à la formation professionnelle a constitué la phase deux du processus et a nécessité une année. Ceux qui sont restés dans le programme, ou qui y retournèrent après une certaine période de scolarité formelle, eurent une opportunité de se familiariser avec certaines pratiques commerciales importantes de l'économie dite informelle de Nairobi et pour lesquelles Undugu offrait des ateliers de formation, principalement en menuiserie, couture, mécanique auto et métallurgie.

Trouver une place dans la société

La troisième phase impliquait une transition vers l'emploi et les rôles économiques adultes. Les jeunes qui avaient montré une préférence pour un certain type d'activité ont bénéficié d'une assistance pour identifier un artisan du secteur informel chez qui effectuer un apprentissage d'une année. La société Undugu développa ainsi certains critères pour la sélection de ces artisans ainsi qu'une procédure pour une inspection périodique de leurs établissements qui permette de s'assurer que les apprentis sont bien formés et qu'ils ne sont pas exploités. Durant cette année d'apprentissage, les jeunes impliqués devaient participer à un atelier de travail hebdomadaire au siège de la société,

afin d'améliorer certaines de leurs compétences et aptitudes que la plupart des artisans ne pouvaient les aider à le faire. Cette formation comprenait également une préparation aux tests d'Etat dans leur domaine professionnel respectif, qui se déroulent généralement en fin d'année.

Trouver un emploi aux jeunes ayant acquis un métier et réussi les tests, ou, le plus souvent, les aider à créer leur propre emploi dans le secteur informel, constituent la quatrième et dernière phase. L'Unité de Conseil en Entreprise d'Undugu offre des formations en création et gestion d'entreprises, ainsi que des prêts à ces jeunes "diplômés", afin qu'ils puissent s'installer à leur compte. La société a aussi établi un département de création industrielle pour l'amélioration de la conception et du marketing des biens et services produits par le secteur informel, plus spécifiquement ceux des secteurs bénéficiant d'un appui d'Undugu ainsi que les artisans chez qui les apprentis ont été placés. Le personnel de ce département organise des ateliers de travail destinés aux artisans du secteur informel qui collaborent avec Undugu dans la conception et le marketing de leur produit, utilisant les apprentis comme vecteur permettant d'améliorer la production du secteur informel.

D'autres approches

Le Service Courrier SKI de Khartoum constitue une approche différente mais du même type, qui a été mis en place par l'ONG Street Kids International à Khartoum au Soudan. Il s'agissait d'assurer l'insertion de jeunes des rues dans l'économie urbaine en jouant sur un « avantage comparatif » que ces enfants possèdent. En effet, un avantage qu'ils ont est leur connaissance des routes, voies et chemins de Khartoum, ou il est particulièrement difficile de s'y retrouver. C'est ainsi que le personnel de l'association et les jeunes des rues, exploitant la difficulté qu'il y a à distribuer d'importants paquets et matériels dans Khartoum, aux rues souvent bloquées par des embouteillages, décidèrent de créer le Service Courrier des Enfants des Rues (« Street Children Courier Service »). L'initiative impliquait de:

- se procurer des bicyclettes dont le coût devait être remboursé par les enfants grâce aux gains faits dans le cadre de leur travail,

- former les enfants dans la distribution du courrier et à prendre les mesures de sécurité appropriées, et à
- les aider à établir l'organisation nécessaire à ce type de services ainsi que les méthodes comptables appropriées.

Ce projet a eu beaucoup de succès et fut répliqué quelques années plus tard (avec succès) par SKI à Bangalore en Inde.

Les Associations d'Artisans du Sénégal (ENDA/GRAF) sont des initiatives appuyées par ENDA (Environnement et Développement) Tiers Monde, dans la ville de Dakar au Sénégal. Dans ce cas, le personnel d'ENDA a assisté des artisans des secteurs informels de la menuiserie, du travail du cuir et de la fabrication de boissons, à former leur propres associations pour améliorer la technologie qu'ils utilisent et résoudre les problèmes communs d'approvisionnement et de marketing. Chaque activité commence par une reconnaissance du contexte local. C'est en effet une pratique habituelle pour l'ENDA et particulièrement pour son unité de recherche : le Groupe recherche-action-formation, ou GRAF, de baser tout travail de développement local dans les bidonvilles sur une recherche effectuée avec les bénéficiaires. Un des principaux problèmes identifié par les artisans étaient celui des jeunes ayant quitté l'école et qui traînent dans le quartier.

Pour faire face à cette situation, les associations se sont résolues à créer leur propre système d'apprentissage pour offrir aux jeunes une formation professionnelle et également pour les familiariser avec la vie adulte. La coopérative des menuisiers a été la plus active dans ce sens. Elle a développé un système de formation professionnelle par rotation, permettant aux jeunes d'être placés comme apprentis successivement chez différents artisans afin d'apprendre les divers aspects de leur métier ; et, avec l'assistance d'ENDA/GRAF, de les initier à la comptabilité et à la gestion des petites entreprises.

SERVOL de Trinidad, constitue le dernier exemple. Même si il ne s'agit plus ici du contexte africain l'exemple de Trinidad (dans les îles Caraïbes) reste lié aux autres concernant bon nombre d'aspects historiques et culturels. En effet les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes en transition vers l'âge adulte en milieu urbain sont relativement similaires, ainsi que le type de programme, SERVOL (Service Volunteered for All), mis sur pied pour traiter le problème. Celui-ci aussi a été fondé par un prêtre

catholique et s'est également développé pour devenir une organisation qui non seulement permet d'accéder à des emplois mais aussi de se familiariser avec les exigences de la vie adulte. SERVOL a ainsi créé les « Life Centers ».

Comme le nom l'indique ces centres sont plus que des centres de formation professionnelle. Ils sont construits par des membres adolescents pour abriter les ateliers de travail, les salles de classe et les installations communautaires. Ils servent également de centres pré-scolaires, et tous les participants doivent assumer quelques responsabilités pour ce qui concerne les jeunes enfants. Ici, l'emphase est mise sur les conseils et l'assistance offerts par les pairs (peer counseling) et pour donner au jeunes l'opportunité de parler des diverses questions d'ordre affectif et social auxquelles ils sont confrontés, dans un contexte imbu des valeurs des trois religions présentes dans l'île : musulmane chrétienne et hindou. D'autre part, les jeunes participent au développement de leur propre programme « SPICES » : « Spiritual, Physical, Intellectual, Cultural Emotional sawy ». Par la suite, les participants peuvent s'attacher à acquérir une formation professionnelle, ou à obtenir un emploi, ou essayer d'obtenir par eux-même un prêt pour démarrer leur propre affaire. Le pourcentage des jeunes qui abandonnent le programme en cours de route n'est que de 5%, alors que le taux de ceux qui trouvent à s'employer ou qui créent leur propre emploi est de plus de 75%.

Les ingrédients essentiels: emploi, donner un sens, et auto-orientation

Les exemples donnés représentent les efforts faits pour combler le vide en matière d'apprentissage du métier d'adulte, par des jeunes appauvris, se trouvant en dehors du cadre traditionnel et précipités dans les villes d'Afrique.

Ces efforts semblent réussir lorsqu'ils parviennent à « recréer la tradition », en combinant pour ainsi dire des catégories coutumières d'apprentissage et de regroupement par classe d'âge avec des orientations économiques nouvelles, tout en préconisant une auto-orientation accrue de la part des participants.

Quelques autres leçons émergent de ce bref aperçu des efforts développés pour assister certains jeunes proues d'Afrique à se forger de nouvelles identités.

- Une approche de type « éducation des adultes » marche mieux, tant qu'elle s'appuie sur l'expérience et les compétences que les jeunes possèdent déjà, en leur donnant un rôle déterminant dans la direction du projet.
- Un emploi qui rapporte et qui intéresse est la pierre angulaire de la nouvelle identité, mais pas son ciment, qui est par contre offert par une vision de l'avenir, qu'elle soit religieuse, culturelle ou politique, et par la possibilité de l'appliquer à sa propre vie. C'est ainsi que le conseil fourni par les pairs (peer counseling) est souvent un élément important du succès des programmes.
- Les formes traditionnelles d'apprentissage et les associations de jeunes devraient être utilisées comme répertoire et comme ressources, mais devraient pouvoir être critiquées aussi. De tels programmes sont des exemples pour les autres cultures voisines.
- La découverte de son propre environnement et les demandes de changement sont des compléments essentiels à tous ces efforts.

Cet article est basé sur les recherches conduites par des chercheurs locaux, avec l'appui et la supervision de Peter Easton, Associate Professor, Graduate Studies in Adult Education, Florida State University, et avec la collaboration active des communautés concernées. Les recherches ont été effectuées sous les auspices du Club du Sahel, de l'OCDE, du Comité Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique.